



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TROISIÈME SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 10 juin 2026 – N° 15

Neuf heures quarante

**Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy**

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Hommage posthume à M. Johnny Pizar, ancien maire de Barnston-Ouest.*
- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Reconnaissance du Média communautaire lavallois.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Hommage posthume à M. Cyril Simard de Baie-Saint-Paul, fondateur du réseau des économusées.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Hommage à M. Marc Bergeron.*
- La députée de Brome-Missisquoi sur le sujet suivant : *40^e anniversaire du CALACS des Rivières Haute-Yamaska Brome-Missisquoi.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire du Club de soccer Lachine.*
- La députée des Plaines sur le sujet suivant : *Sincèrement MERCI.*
- Le député de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Souligner la 34^e édition de la Journée plein air des aînés et le travail de la FADOQ-RQCA.*
- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *20^e anniversaire de la Coopérative d'habitation Arc-en-ciel phases 2 et 3.*
- Le député de Nicolet-Bécancour sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de la FADQ.*
- Le député de Beauce-Sud sur le sujet suivant : *Hommage aux bénévoles du Relais pour la vie.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS	a)	documents
	b)	rapports de commissions
	c)	pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre de la Langue française proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 2, Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Charte de la langue française et de la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

**AFFAIRES PRIORITAIRES
DÉBATS D'URGENCE**

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 2
Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Charte de la langue française et de la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre de la Langue française le 6 mai 2026
Vote reporté le **9 juin 2026**
- 2) Projet de loi n° 6
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées lors du discours sur le budget du 18 mars 2026 et du point sur la situation économique et financière du Québec du 25 novembre 2025 ainsi qu'à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le **12 mai 2026**
- 3) Projet de loi n° 8
Loi encadrant la langue de l'enseignement en formation professionnelle et en formation générale des adultes
Présenté par le ministre de la Langue française le **4 juin 2026**
- 4) Projet de loi n° 9
Loi visant à prévenir les effets nocifs de la boisson énergisante sur la santé des jeunes
Présenté par la ministre de la Santé le 5 juin 2026
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **9 juin 2026**

- 5) Projet de loi n° 20
Loi édictant la Loi visant à favoriser l'accès au logement et modifiant diverses dispositions concernant le domaine de l'habitation
Présenté par la ministre responsable de l'Habitation le 11 février 2026
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **1^{er} avril 2026**
- 6) Projet de loi n° 25
Loi visant à accroître la confiance du public envers le système de justice en modernisant la déontologie judiciaire et mettant en œuvre certaines recommandations du comité de la rémunération des juges pour la période 2023-2027
Présenté par le ministre de la Justice le **18 mars 2026**
- 7) Projet de loi n° 27
Loi modifiant diverses dispositions concernant les décrets de convention collective et l'industrie de la construction
Présenté par le ministre du Travail le **1^{er} avril 2026**

Étude détaillée en commission

- 8) Projet de loi n° 1
Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable des Relations canadiennes le 9 octobre 2025
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 février 2026
Principe adopté le **1^{er} avril 2026**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 9) Projet de loi n° 3
Loi visant à assurer la représentation effective des électeurs
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques le 7 mai 2026
Principe adopté le **4 juin 2026**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 10) Projet de loi n° 5
Loi visant à accélérer l’octroi des autorisations requises pour la réalisation des projets prioritaires et d’envergure nationale
Présenté par le ministre des Finances le 9 décembre 2025
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 12 février 2026
Principe adopté le **17 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 11) Projet de loi n° 17
Loi modifiant principalement la Loi sur le stockage de gaz naturel et sur les conduites de gaz naturel et de pétrole aux fins d’encadrer les réservoirs souterrains et certaines conduites
Présenté par le ministre délégué à l’Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises le 5 février 2026
Rapport de la Commission de l’agriculture, des pêcheries, de l’énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 5 juin 2026
Principe adopté le **9 juin 2026**, et
Renvoyé à la Commission de l’agriculture, des pêcheries, de l’énergie et des ressources naturelles
- 12) Projet de loi n° 22
Loi bonifiant les pouvoirs d’intervention des municipalités et modifiant d’autres dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales le 25 mars 2026
Rapport de la Commission des transports et de l’environnement (consultations) déposé le 12 mai 2026
Principe adopté le **4 juin 2026**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l’environnement
- 13) Projet de loi n° 23
Loi visant principalement à mieux accompagner les personnes dont l’état mental pourrait représenter un risque pour leur propre sécurité ou celle d’autrui
Présenté par la ministre responsable des Services sociaux le 24 mars 2026
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 4 juin 2026
Principe adopté le **4 juin 2026**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 14) Projet de loi n° 24
Loi protégeant le consommateur contre l'utilisation trompeuse ou frauduleuse de l'identité ou de l'image d'une personne
Présenté par le ministre de la Justice le 26 mars 2026
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 12 mai 2026
Principe adopté le **4 juin 2026**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

Prise en considération de rapports de commissions

- 15) Projet de loi n° 4
Loi sur la communication de renseignements aux fins de protection contre la violence d'un partenaire intime et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Sécurité intérieure le 13 mai 2026
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 3 juin 2026
Principe adopté le 4 juin 2026
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **9 juin 2026**

Adoption

- 16) Projet de loi n° 10
Loi protégeant les consommateurs contre les pratiques abusives de revente de billets et de renouvellement d'abonnements en ligne
Présenté par le ministre de la Justice le 2 décembre 2025
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 26 février 2026
Principe adopté le 2 avril 2026
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation adopté le **9 juin 2026**
- 17) Projet de loi n° 11
Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif
Présenté par le ministre délégué à l'Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises le 4 décembre 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 10 février 2026
Principe adopté le 17 février 2026
Rapport amendé de la Commission de l'économie et du travail adopté le **9 juin 2026**

- 18) Projet de loi n° 12
Loi instituant la prestation de services de garde éducatifs à l'enfance par les personnes reconnues à titre de responsables d'un service de garde éducatif en communauté
Présenté par la ministre de la Famille le 11 décembre 2025
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 17 février 2026
Principe adopté le 18 février 2026
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens adopté le **9 juin 2026**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 19) Projet de loi n° 190
Loi sur la mise en place en milieu de travail de comités paritaires de transition juste vers une économie écologiquement durable
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **8 octobre 2025**
- 20) Projet de loi n° 191
Loi mettant en place des mesures concernant les approches complémentaires et intégratives en santé
Présenté par la députée de Laporte le **6 mai 2026**
- 21) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 22) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 23) Projet de loi n° 195
Loi limitant le recours aux services d'une agence de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le secteur des services de garde éducatifs à l'enfance
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **3 décembre 2025**

- 24) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 25) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 26) Projet de loi n° 198
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation à l'itinérance
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **9 octobre 2025**
- 27) Projet de loi n° 199
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **12 novembre 2025**
- 28) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 29) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 30) Projet de loi n° 392
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **25 février 2026**
- 31) Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général relativement à sa nomination
Présenté par la députée de Mont-Royal-Outremont le **26 novembre 2025**

- 32) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 33) Projet de loi n° 395
Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives concernant les droits consentis sur un véhicule
Présenté par le député de Nelligan le **4 décembre 2025**
- 34) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 35) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 36) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 37) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 38) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**

- 39) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 40) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 41) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 42) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance du système de santé et de services sociaux pour garantir l'accès d'un organisme ayant un projet d'économie sociale aux subventions allouées aux organismes communautaires
Présenté par la députée de Laporte le **10 décembre 2025**
- 43) Projet de loi n° 497
Loi visant à assurer la qualité de l'air
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **25 février 2026**
- 44) Projet de loi n° 498
Loi retirant des freins à l'efficacité du système de santé
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **17 février 2026**
- 45) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin de reconnaître le tartan du Québec
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 avril 2026**
- 46) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 47) Projet de loi n° 592
Loi renforçant l'intégrité et la protection des droits et libertés de la personne
Présenté par le député de Maurice-Richard le **7 mai 2026**

- 48) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 49) Projet de loi n° 595
Loi sur l'assistance personnelle autodirigée pour les personnes handicapées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} avril 2026**
- 50) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 51) Projet de loi n° 598
Loi visant à protéger l'enfant et le parent victimes de violence familiale
Présenté par la députée de Sherbrooke le **2 avril 2026**
- 52) Projet de loi n° 599
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation aux enjeux vécus par les personnes immunosupprimées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **14 mai 2026**
- 53) Projet de loi n° 690
Loi sur le droit à l'alimentation
Présenté par le député de Taschereau le **14 mai 2026**
- 54) Projet de loi n° 691
Loi sur le maintien de l'autonomie des personnes âgées
Présenté par la députée de Chicoutimi le **5 juin 2026**
- 55) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 56) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**

- 57) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 58) Projet de loi n° 696
Loi visant à garantir la liberté des personnes exploitant un établissement d'hébergement touristique quant à la détermination des prix et des conditions applicables à la location d'unités d'hébergement
Présenté par la députée de La Pinière le **13 mai 2026**
- 59) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 60) Projet de loi n° 698
Loi sur la coconstruction des mesures législatives et réglementaires touchant les Premières Nations et les Inuit
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **28 mai 2026**
- 61) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 62) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l'application du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 63) Projet de loi n° 791
Loi modifiant la Loi électorale aux fins de protéger de manière permanente les circonscriptions de Gaspé et de Bonaventure
Présenté par la députée de Rimouski le **27 mai 2026**
- 64) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**

- 65) Projet de loi n° 793
Loi sur le processus de publication des documents issus de l'enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d'Option Canada à l'occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 66) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l'engagement du Québec d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**
- 67) Projet de loi n° 796
Loi visant à protéger les jeunes contre les effets néfastes des écrans notamment en encadrant les médias sociaux et les jeux vidéo
Présenté par la députée de Sherbrooke le **5 juin 2026**
- 68) Projet de loi n° 894
Loi visant à étendre l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**
- 69) Projet de loi n° 895
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l'égalité des chances
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 70) Projet de loi n° 896
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l'agrandissement d'écoles
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**
- 71) Projet de loi n° 897
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d'un avis de paiement au propriétaire d'un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 72) Projet de loi n° 898
Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**

- 73) Projet de loi n° 899
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d’obliger la Société de l’assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l’application de certaines lois
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**
- 74) Projet de loi n° 990
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d’encadrer l’exercice du télétravail
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **1^{er} mai 2025**
- 75) Projet de loi n° 991
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de l’Acadie le **27 mai 2025**
- 76) Projet de loi n° 992
Loi visant à créer un comité chargé de formuler des recommandations sur les critères de fixation ou de réajustement de loyer
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 avril 2025**
- 77) Projet de loi n° 993
Loi modifiant le Code du travail afin d’assurer des pratiques syndicales transparentes et démocratiques
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **30 avril 2025**
- 78) Projet de loi n° 994
Loi favorisant la santé sexuelle et reproductive par un accès amélioré à la contraception
Présenté par la députée de Mercier le **7 mai 2025**
- 79) Projet de loi n° 995
Loi visant à établir un cadre de surveillance et de régulation des polluants éternels
Présenté par la députée des Mille-Îles le **22 mai 2025**

Étude détaillée en commission

- 80)** Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 81)** Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le 9 juin 2023
Principe adopté le **24 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 82)** Projet de loi n° 203
Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **9 décembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 200

Loi concernant Le Country Club de Montréal

Adopté le **9 juin 2026**

Projet de loi n° 201

Loi concernant le Monastère des Ursulines de Québec

Adopté le **9 juin 2026**

Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Gatineau

Adopté le **9 juin 2026**

Projet de loi n° 205

Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec

Adopté le **9 juin 2026**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 17**, Loi modifiant principalement la Loi sur le stockage de gaz naturel et sur les conduites de gaz naturel et de pétrole aux fins d'encadrer les réservoirs souterrains et certaines conduites (mandat confié le 9 juin 2026).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 203**, Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup (mandat confié le 6 mai 2026).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 496**, Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 6 mai 2026).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 5**, Loi visant à accélérer l'octroi des autorisations requises pour la réalisation des projets prioritaires et d'envergure nationale (mandat confié le 6 mai 2026).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec (mandat confié le 6 mai 2026).
- **Projet de loi n° 3**, Loi visant à assurer la représentation effective des électeurs (mandat confié le 4 juin 2026).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 24**, Loi protégeant le consommateur contre l'utilisation trompeuse ou frauduleuse de l'identité ou de l'image d'une personne (mandat confié le 4 juin 2026).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi visant principalement à mieux accompagner les personnes dont l'état mental pourrait représenter un risque pour leur propre sécurité ou celle d'autrui (mandat confié le 4 juin 2026).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 6 mai 2026).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 22**, Loi bonifiant les pouvoirs d'intervention des municipalités et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 4 juin 2026).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 2) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **5 mai 2026**
Au ministre de la Sécurité intérieure

Lors du dépôt de son budget, le gouvernement du Québec a déclaré faire de la sécurité publique l'une des grandes missions de l'État. En ce sens, les organismes de réhabilitation sociale jouent un rôle important dans l'accompagnement des personnes judiciairisées, facilitant ainsi leur réinsertion et soutenant directement la sécurité publique du Québec.

Or, depuis plusieurs mois, plusieurs enjeux financiers affectent l'ensemble de ces organismes. Un gel de trois ans s'applique à tous les contrats entre le ministère de la Sécurité intérieure et les organismes communautaires, ce qui limite leur capacité à maintenir les services au même niveau lorsque les coûts augmentent. Dans certains cas, des « per diem » spécialisés ont été retirés et des places d'hébergement en maison de transition ont été réduites, diminuant leur capacité d'accueil.

À ces difficultés s'ajoutent les mesures d'allégement administratives et les coupures annoncées par le ministère de la Sécurité intérieure qui fragilisent le travail de ces organismes. On peut notamment citer la fin du financement gouvernemental des programmes spécialisés en réintégration sociale dans les établissements de détention, qui s'élevait à une hauteur de 1,5 million de dollars, ou encore la limitation du nombre de suivis des personnes à risques élevés à un par mois. Dans un contexte d'incertitude financière, ces mesures compliquent la planification des services, fragilisent les équipes et entraînent des réductions d'activités, voire des pertes d'expertise ou, dans certains cas, la fermeture de ressources. Cette situation crée des ruptures de services pour des milliers de personnes judiciairisées et accroît la pression sur l'ensemble du système correctionnel et judiciaire.

L'exemple des organismes spécialisés auprès des personnes ayant commis des délits sexuels illustre bien les impacts de ces changements. Ces organismes constituent un maillon essentiel pour la sécurité publique du Québec. En offrant des services aux auteurs de violence sexuelle, notamment des programmes d'intervention spécialisés, ces organismes et professionnels contribuent à diminuer les risques de récidives, favorisant ainsi la sécurité de l'ensemble de la population. Ces organismes œuvrent toutefois déjà avec peu de ressources, et demeurent fortement dépendants du soutien financier de l'État pour offrir des services de prévention adéquats et efficaces.

La pertinence de ces intervenants est aujourd'hui plus grande que jamais. En effet, le ministère de la Sécurité intérieure a récemment rapporté que le taux d'infractions sexuelles déclarées par les corps de police du Québec avait augmenté de 109,9 % au cours de la dernière décennie (2013-2022). Cette hausse accentue les besoins et, conséquemment, les coûts des opérations de prévention.

Le 8 décembre 2025, le ministre a accepté de rencontrer des membres du réseau afin d'entendre leurs inquiétudes. Aucun changement n'a toutefois été observé depuis, maintenant ces organismes essentiels à la sécurité publique dans une profonde incertitude quant à la pérennité de leurs activités.

Ma question pour le ministre est la suivante :

Quelles actions le ministre compte-t-il prendre afin de garantir la mise en place d'un financement stable, prévisible et suffisant pour le réseau de réhabilitation sociale, au nom de la sécurité publique?

- 5) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **5 mai 2026**
À la ministre de l'Éducation

L'Indice de milieu socio-économique (IMSE) est calculé annuellement à partir des données associées aux élèves de l'école. Cette mise à jour annuelle apporte généralement peu de changement, puisque les unités de peuplement, qui servent de base territoriale au calcul de l'indice par école, ne changent pas entre les recensements. Or, la mise à jour pour la prochaine année scolaire (2026-2027) a été faite à partir des données du recensement de 2021 et il est plus que raisonnable de croire que les profonds changements démographiques liés à l'immigration qui ont eu lieu entre 2021 et 2026 rendent déjà caduque la mise à jour proposée.

Cet indice jouant un rôle central dans l'attribution de précieuses ressources auprès des élèves les plus vulnérables, il doit être suivi de près. Or, plusieurs limites émergent depuis de nombreuses années, créant des distorsions dans la mise en œuvre de l'indice sur le terrain :

1. Une dépendance au recensement fédéral. Sous le gouvernement de Stephen Harper, par exemple, dix ans se sont écoulés entre deux recensements, cela nuit grandement à l'autonomie du Québec dans l'administration de ses outils. Pourquoi ne pas avoir accès aux données de Revenu Québec? Le Vérificateur général du Québec y avait pourtant eu accès pour le ministère de la Famille lors de l'émission de son rapport d'octobre 2020 sur l'accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance.
2. Des variables à réévaluer. Notamment le taux d'activité, qui peut cacher des réalités complexes de plus en plus fréquentes (emploi précaire, temps partiel, etc.).
3. Une agrégation géographique qui masque les disparités internes. L'IMSE est attribué à partir de la zone de résidence de l'élève, et non de sa situation familiale réelle. Des élèves vivant dans des conditions très différentes peuvent ainsi se voir attribuer le même indice s'ils habitent la même unité de peuplement.
4. Un effet de seuil aux effets imprévisibles sur les milieux. Une réalité socioéconomique peut être exactement la même dans un milieu, mais celui-ci peut se voir classer différemment et perdre d'importantes ressources parce que la situation se dégrade ailleurs.
5. Une nécessaire autonomie statistique. Rendre les opérations gouvernementales indépendantes, lorsque cela est possible, de Statistique Canada ou de l'OCDE, pour plus d'efficacité et de flexibilité.

Revenu Québec détient pourtant des données fiscales annuelles dénominalisées sur l'ensemble des familles dont les enfants fréquentent les écoles québécoises. Ces données, plus précises et actualisées annuellement, permettraient de calculer l'IMSE à partir de la situation économique réelle de chaque famille plutôt que d'estimations basées sur des modèles statistiques territoriaux. Cette approche garantirait également l'autonomie statistique du Québec face aux aléas du recensement fédéral. Cela fait plus de vingt ans que le ministère lui-même reconnaît les limites au modèle actuel.

En conséquence, j'aimerais demander à la ministre de l'Éducation de répondre aux questions suivantes :

1. Le ministère de l'Éducation (MEQ) a-t-il mené des études ou analyses sur la faisabilité d'utiliser les données fiscales dénominalisées de Revenu Québec pour le calcul de l'IMSE? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?
2. Des échanges ont-ils eu lieu entre le MEQ et Revenu Québec au sujet d'un partage de données fiscales à des fins de calcul de l'IMSE? Si oui, à quelles dates et avec quels résultats?
3. Quels obstacles légaux, techniques ou administratifs ont été identifiés à l'utilisation des données de Revenu Québec pour le calcul de l'IMSE?
4. Le gouvernement envisage-t-il de modifier le cadre légal applicable afin de permettre un tel partage de données entre Revenu Québec et le MEQ? Dans la négative, pour quelles raisons?

14) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **12 mai 2026**
À la ministre de l'Enseignement supérieur

La révision de la Politique québécoise de financement des universités, dont les nouvelles mesures ont été intégrées aux règles budgétaires à compter de l'année universitaire 2024-2025, demeure incomplète. Lors de la publication de la nouvelle politique, le ministère avait annoncé qu'une mise à jour de la grille de pondération de l'effectif étudiant serait réalisée dans la foulée. Cette grille, qui sert à calculer les subventions versées aux universités, repose sur les coûts moyens d'enseignement de neuf universités et ne reflète donc pas la réalité des établissements de petite taille situés en région éloignée. À ce jour, cette mise à jour n'a pas été effectuée.

Les règles budgétaires reconnaissaient jusqu'alors trois facteurs engendrant des coûts supplémentaires pour ces établissements : la taille, l'éloignement et la couverture territoriale (règle 1.1.2, 2023-2024). Des enveloppes compensatoires spécifiques en découlaient. Les règles budgétaires 2024-2025 ont toutefois réduit ces enveloppes de 33 %, avant même que la révision annoncée de la grille soit complétée. Pour plusieurs universités situées en région, ce manque à gagner s'élève à plusieurs millions annuellement.

Mes questions sont les suivantes :

1. Le ministère prévoit-il compléter la révision de la grille de pondération avant la prochaine ronde budgétaire?
2. Dans l'intervalle, quelles mesures le ministère entend-il mettre en place pour maintenir intégralement les enveloppes compensatoires des universités de petite taille situées en région?

15) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – **26 mai 2026**
À la ministre de la Santé

La COVID longue est une maladie récente encore peu connue et pour laquelle il n'y a pas de traitement précis.

Chaque réinfection à la COVID-19 expose les gens à risque de COVID longue. Plus une personne est infectée, plus le risque augmente. Pour les gens déjà atteints de COVID longue, chaque nouvelle réinfection est un risque d'aggravation ou de réapparition de symptômes et cela est très anxiogène. Réduire les infections est l'un des meilleurs moyens de protéger la santé à long terme.

Même si les personnes atteintes ne sont pas toutes immunosupprimées, les risques de complications, d'aggravation des symptômes ou même d'apparition de nouveaux symptômes sont bien présents. Leur système est définitivement plus fragile et déficient. Il est inconcevable qu'on ne permette pas aux gens atteints de cette maladie de se protéger adéquatement et gratuitement pour éviter des complications de santé, des détériorations et même des invalidités. Les impacts pour les personnes atteintes, mais aussi pour le réseau de la santé et le marché du travail sont bien présents.

La vaccination a pour objectif, entre autres, de réduire les complications. Certaines maladies chroniques sont considérées dans l'admissibilité au vaccin, mais la COVID longue n'y apparaît pas.

Nous savons que, depuis l'automne 2025, la vaccination contre la COVID-19 est offerte gratuitement aux personnes suivantes :

- personnes résidant en CHSLD, en RPA ou vivant dans d'autres milieux collectifs comportant une proportion élevée de personnes âgées et vulnérables;
- personnes âgées de 65 ans et plus;
- personnes âgées de 6 mois et plus immunodéprimées, dialysées ou vivant avec certaines maladies chroniques;
- personnes enceintes;
- adultes vivant en région éloignée et isolée;
- personnel de la santé.

Le nombre de doses et les intervalles entre les doses dépendent de l'âge, des antécédents de vaccination et de l'état de santé de la personne. Le vaccin contre la COVID-19 est autorisé pour les personnes âgées de six mois et plus qui souhaitent réduire leur risque de complications.

Dans un document intitulé *Introduction à la COVID longue - Document d'accompagnement à la vidéo d'information*, réalisé par le sous-ministériat à la santé physique et à la pharmaceutique en collaboration avec la Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux, la COVID longue est considérée comme une maladie complexe qui porte atteinte à une multitude d'aspects de la vie et qui peut affecter la santé à plusieurs niveaux. On parle d'atteinte du système immunitaire et de problèmes de santé chronique. « Les symptômes de la COVID longue sont nombreux et variés. On en compte plus de 200. Ils peuvent toucher plusieurs systèmes du corps, comme le système immunitaire, le système nerveux, le système respiratoire et le système cardiaque. Chaque symptôme peut avoir un impact variable sur le fonctionnement d'une personne dans la vie de tous les jours. »

Selon le gouvernement du Québec et Santé Canada, la vaccination est généralement recommandée, même avec une COVID longue. Elle protège contre les réinfections (qui peuvent aggraver les symptômes) et pourrait aider à réduire ou stabiliser les symptômes persistants, bien que les effets varient. Elle est une stratégie clé pour prévenir de nouvelles infections. La vaccination réduit le risque de contracter à nouveau la COVID-19, prévenant ainsi l'aggravation de la COVID longue.

Je suis convaincu que le meilleur moyen de protéger les personnes atteintes demeure la vaccination, mais certaines présentent plus de facteurs de risques que certaines personnes admissibles. Pourquoi risquer la santé de gens déjà affectés? Sachant que le seul moyen de protéger autant que cela se peut, c'est de ne pas être réinfecté et que le meilleur moyen pour y arriver demeure la vaccination.

Ma question à la ministre de la Santé : pourquoi ne pas inclure les personnes atteintes de la COVID longue dans la liste des personnes vulnérables et à risque, admissibles à la vaccination gratuite contre la COVID-19?

16) M. Ciccone (Marquette) – **27 mai 2026**

À la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

Dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027 (PAGAC), le gouvernement a annoncé plusieurs mesures visant la bonification et l'élargissement du soutien à la mission globale des organismes communautaires autonomes.

Parmi les 29 mesures prévues au PAGAC 2022-2027, quatre d'entre elles (mesures 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3 et 1.1.5) visaient spécifiquement l'augmentation du financement à la mission globale par l'intermédiaire de 12 ministères et organismes gouvernementaux.

Lors de l'étude des crédits 2024-2025, des sommes récurrentes totalisant 233,9 M\$ ont été annoncées pour différents ministères et organismes, notamment les ministères de la Culture et des Communications, de l'Économie et de l'Innovation, de l'Éducation, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de la Famille, de la Santé et des Services sociaux, ainsi que plusieurs secrétariats et organismes gouvernementaux.

Toutefois, les données détaillées concernant les montants réellement versés annuellement, le nombre d'organismes soutenus ainsi que la répartition par ministère et organisme gouvernemental n'ont pas été rendues publiques de manière détaillée.

Dans ce contexte, la question à la ministre responsable de l'Action communautaire est la suivante :

Quels montants ont été versés annuellement, pour chacune des années 2022-2023 à 2026-2027, pour chacun des ministères et organismes gouvernementaux suivants et à combien d'organismes :

- a) Culture et Communications;
- b) Économie et Innovation;
- c) Éducation;
- d) Éducation-Loisir et Sport;
- e) Emploi et Solidarité sociale;
- f) Famille;
- g) Immigration, Francisation et Intégration;
- h) Santé et Services sociaux;
- i) Secrétariat à la condition féminine;
- j) Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise;
- k) Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit;
- l) Société d'habitation du Québec?

17) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **27 mai 2026**
À la ministre de l'Éducation

L'Académie De Roberval est une école secondaire publique située sur la rue De Castelnau, dans le quartier Villeray à Montréal. Depuis 2018, les élèves et les membres du personnel ont dû être relocalisés dans une annexe de l'école Georges-Vanier en raison de problèmes majeurs de moisissures dans le bâtiment d'origine. Ce qui devait être une mesure temporaire dure maintenant depuis huit ans.

Or, malgré l'urgence de la situation et les besoins criants en espaces scolaires dans le nord de Montréal, aucun chantier n'est actuellement en cours sur le site de l'Académie De Roberval. Le bâtiment demeure vide et inoccupé depuis plusieurs années.

Le comité de parents de l'école ainsi que le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) ont confirmé que ce projet constitue une priorité pour le CSSDM compte tenu de la hausse importante des besoins au secondaire dans le secteur. Toutefois, les importantes compressions dans les enveloppes dédiées au maintien des actifs ont empêché le CSSDM de contribuer financièrement au projet comme prévu initialement.

Selon les informations transmises par le CSSDM, la poursuite du projet repose désormais sur une prise en charge complète du financement par le ministère de l'Éducation. Une fois les autorisations accordées et les fonds confirmés, les plans et devis pourront être mis à jour et l'appel d'offres pour les travaux pourra être lancé.

La réhabilitation de l'Académie De Roberval permettrait non seulement de relocaliser environ 600 élèves dans une école entièrement rénovée et pérenne pour les décennies à venir, mais également de libérer des centaines de places à l'école Georges-Vanier, qui partage actuellement ses installations avec l'Académie De Roberval.

Dans un contexte de manque criant d'espaces scolaires et de croissance de la population étudiante, plusieurs parents, élèves et membres de la communauté s'inquiètent des délais prolongés et de l'absence d'échéancier clair pour la reprise du projet.

Mes questions à la ministre sont les suivantes :

1. Quel est le montant estimé requis afin de compléter les deux phases restantes des travaux de réhabilitation de l'Académie De Roberval?
2. À quel moment le ministère de l'Éducation prévoit-il autoriser et débloquer les sommes nécessaires afin de permettre au Centre de services scolaire de Montréal d'aller de l'avant avec les phases 2 et 3 du projet?
3. Quel échéancier la ministre prévoit-elle pour le début des travaux de réhabilitation de l'Académie De Roberval?
4. Et finalement, la ministre a déclaré aux médias, le 25 mai 2026, que « l'analyse des projets d'infrastructure scolaire ne se fait pas en fonction des comtés, elle se fait en fonction des besoins des élèves, sur la base de critères objectifs ». Quels sont les critères spécifiques utilisés pour déterminer le choix des projets d'infrastructures scolaires?

18) Mme Poulet (Laporte) – **5 juin 2026**
À la ministre de l'Éducation

Depuis plus de 30 ans, le gouvernement s'appuie sur l'indice de milieu socio-économique (IMSE) pour déterminer l'attribution de plusieurs mesures de soutien et ressources supplémentaires destinées aux élèves les plus vulnérables.

La méthodologie actuelle repose sur des données territoriales issues du recensement fédéral, qui se tient aux cinq ans, et sur seulement deux indicateurs socio-économiques : le niveau de scolarité de la mère et la situation d'emploi des parents. Ces indicateurs ne permettent qu'une représentation partielle de la réalité socio-économique vécue dans les écoles québécoises et attribuent à une école le portrait statistique d'un territoire plutôt que celui des élèves qui la fréquentent réellement.

Au cours des dernières semaines, plusieurs écoles, dont une quarantaine à Montréal, ont vu leur indice de défavorisation diminuer. Puisque l'IMSE repose sur un classement relatif des milieux, certaines écoles historiquement reconnues comme défavorisées voient leur rang décile diminuer, non pas en raison d'une amélioration significative de la situation de leurs élèves, mais parce que d'autres milieux présentent désormais des indicateurs de défavorisation encore plus élevés.

Cette réalité soulève une préoccupation importante : une école peut perdre des ressources sans que les besoins de ses élèves aient diminué. Or, les décisions de financement fondées sur l'IMSE risquent d'entraîner des conséquences importantes. Par exemple, l'augmentation du nombre d'élèves par classe, la réduction des services d'orthopédagogie et de psychoéducation ainsi que le retrait des aides de classe entraîneront des répercussions importantes sur les élèves et sur le personnel scolaire, déjà fortement sollicités.

Mes questions à la ministre de l'Éducation :

1. La ministre reconnaît-elle que certaines écoles subissent une amélioration de leur cote IMSE et, par conséquent, une réduction des ressources qui leur sont accordées, sans que cela reflète nécessairement une diminution des besoins des élèves qu'elles desservent?
2. La ministre s'engage-t-elle à réviser la méthodologie de l'IMSE afin de mieux refléter la réalité socio-économique des élèves, notamment en évaluant l'intégration de nouvelles variables, et à mettre en place un mécanisme de révision périodique obligatoire de cette méthodologie afin que les ressources soient attribuées selon les besoins réels des élèves?
3. La ministre s'engage-t-elle à instaurer un statu quo financier pour les établissements dont la cote IMSE est revue à la baisse lors de la mise à jour du recensement, afin que cette révision n'entraîne pas de réduction des ressources allouées pour l'année scolaire 2026-2027?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 9 juin 2026
Loi instaurant la charge de greffier spécial – *ministre de la Justice*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS